

HOVIA

## Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Assemblée générale en date du 26 juin 2025

Exercice clos le 31 décembre 2024

**Tuillet Audit SAS**

SAS d'Expertise Comptable et de

Commissariat aux Comptes

29 rue du Pont, 92200 Neuilly-sur-Seine

## **HOVIA**

Association loi de 1901 reconnue d'utilité publique  
104 avenue rue Jouffroy d'Abbans  
75017 PARIS

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS** **Exercice clos le 31 décembre 2024**

Aux membres de l'Assemblée générale de l'Association HOVIA,

### **OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'**Association HOVIA** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **FONDEMENT DE L'OPINION**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée générale.

## **RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;



- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Neuilly-sur-Seine, le 11 juin 2025

Le commissaire aux comptes,

**Tuillet Audit SAS**

**Membre français de Grant Thornton International**

Cyril BROGNIART, Associé





## BILAN

	ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024			Exercice clos le 31/12/2023	Variation 2024 / 2023
		Brut	Amort. & Provision	Net	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	<b>Immobilisations incorporelles :</b>	<b>2 668 606</b>	<b>1 652 422</b>	<b>1 016 183</b>	<b>883 827</b>	<b>132 357</b>
	Frais d'établissement	453 478	286 548	166 930	22 116	144 815
	Frais de recherche et de développement	-	-	-	-	-
	Logiciels, droits & valeurs similaires	162 995	137 034	25 960	27 713	- 1 752
	Autres	2 002 992	1 228 840	774 152	823 985	- 49 833
	Immobilisations incorporelles en cours	49 141	-	49 141	10 014	39 128
	Avances et acomptes versés sur commandes	-	-	-	-	-
	<b>Immobilisations corporelles :</b>	<b>72 423 959</b>	<b>42 135 347</b>	<b>30 288 612</b>	<b>31 037 755</b>	<b>- 749 144</b>
	Terrains	1 401 004	82 756	1 318 247	1 326 991	- 8 744
	Constructions	43 517 234	23 312 853	20 204 381	21 367 910	- 1 163 529
	Installations techniques, matériels et outillage industriels	2 306 107	1 643 938	662 169	769 159	- 106 990
	Autres	24 594 618	17 095 799	7 498 819	7 259 084	239 735
	Immobilisations corporelles en cours	292 534	-	292 534	271 727	20 807
	Avances et acomptes	312 461	-	312 461	42 884	269 577
	<b>Immobilisations financières (I)</b>	<b>9 929 944</b>	<b>250 000</b>	<b>9 679 944</b>	<b>6 479 634</b>	<b>3 200 310</b>
	Participations et créances	652 498	-	652 498	651 379	1 119
	Créances rattachées à des participations	3 254 400	250 000	3 004 400	2 987 000	17 400
	Titres immobilisés de l'activité portefeuille	3 164 746	-	3 164 746	164 746	3 000 000
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
	Prêts	2 445 296	-	2 445 296	2 281 410	163 886
	Autres immobilisations financières	413 005	-	413 005	395 100	17 905
	<b>TOTAL I</b>	<b>85 022 508</b>	<b>44 037 769</b>	<b>40 984 739</b>	<b>38 401 216</b>	<b>2 583 523</b>
ACTIF CIRCULANT	<b>Stocks et en-cours :</b>	<b>13 249</b>	<b>-</b>	<b>13 249</b>	<b>8 151</b>	<b>5 098</b>
	Matières premières et autres approvisionnements	3 896	-	3 896	8 151	- 4 255
	Encours de production	9 353	-	9 353	-	9 353
	<b>Avances et acomptes versés sur commandes</b>	<b>450 707</b>	<b>-</b>	<b>450 707</b>	<b>322 111</b>	<b>128 597</b>
	<b>Créances (I) :</b>	<b>21 292 333</b>	<b>2 281 605</b>	<b>19 010 728</b>	<b>21 088 508</b>	<b>- 2 077 780</b>
	Créances usagers et comptes rattachés (2)	17 683 783	2 281 605	15 402 178	16 941 849	- 1 539 671
	Autres	3 608 550	-	3 608 550	4 146 659	- 538 110
	<b>Valeurs mobilières de placement</b>	<b>10 869 723</b>	<b>76 512</b>	<b>10 793 211</b>	<b>11 257 928</b>	<b>- 464 717</b>
COMPTES DE REGULARISATION	<b>Disponibilités</b>	<b>14 135 019</b>	<b>-</b>	<b>14 135 019</b>	<b>13 438 689</b>	<b>696 330</b>
	<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>605 138</b>	<b>-</b>	<b>605 138</b>	<b>622 596</b>	<b>- 17 459</b>
	<b>TOTAL II</b>	<b>47 366 169</b>	<b>2 358 118</b>	<b>45 008 051</b>	<b>46 737 983</b>	<b>- 1 729 932</b>
	Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)	-		-	-	-
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>		<b>132 388 677</b>	<b>46 395 887</b>	<b>85 992 790</b>	<b>85 139 200</b>	<b>853 591</b>
(1) Dont à moins d'un an Dont à plus d'un an				133 316	133 316	
(2) Dont créances article R.314-96 du CASF						
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>						
Legs net à réaliser :						
- acceptés par les organes statutairement compétents				-	-	-
- autorisés par l'organisme de tutelle				-	-	-
Dons en nature restant à vendre				-	-	-



## BILAN

	PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024	Exercice clos le 31/12/2023	Variation 2024 / 2023
Fonds propres (*)	<b>Fonds propres</b>			
	Fonds propres sans droit de reprise	20 599 232	20 599 232	-
	Ecart de réévaluation sans droit de reprise	313 297	313 297	-
	Fonds propres avec droit de reprise	-	-	
	Réserves	<b>25 238 442</b>	<b>23 801 695</b>	1 436 748
	- Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	22 867 049	21 435 106	1 431 943
	- Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion propre	2 371 393	2 366 589	4 804
	Report à nouveau (a)	- <b>2 669 302</b>	<b>1 377 223</b>	- 4 046 525
	- Report à nouveau (gestion propre)	11 946 339	12 285 833	- 339 494
	- Résultats sous contrôle de tiers financeurs	- 14 615 641	- 10 908 610	- 3 707 031
	<b>Excédent ou déficit de l'exercice (b)</b>	- <b>4 154 396</b>	- <b>3 621 962</b>	- 532 434
	- Excédent ou déficit de l'exercice des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	- 3 921 429	- 3 325 234	- 596 195
	- Excédent ou déficit de l'exercice des activités sociales et médico-sociales sous gestion propre	- 232 966	- 296 727	63 761
	Subventions d'investissement	1 861 333	1 810 320	51 012
	Provisions réglementées	<b>279 513</b>	<b>275 285</b>	4 228
	<b>TOTAL I</b>	<b>41 468 120</b>	<b>44 555 091</b>	- 3 086 971
FONDS DEDIES	Fonds dédiés :	8 534 732	8 971 548	- 436 816
	<b>TOTAL II</b>	<b>8 534 732</b>	<b>8 971 548</b>	- 436 816
PROVISIONS	Provisions pour risques	154 487	158 858	- 4 371
	Provisions pour charges	-	-	-
	<b>TOTAL III</b>	<b>154 487</b>	<b>158 858</b>	- 4 371
DETTES (1) (d)	Emprunts obligataires	-	-	-
	Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)	15 433 639	10 876 437	4 557 202
	Emprunts et dettes financières divers	76 558	68 838	7 720
	Redevables avances reçues	-	-	-
	Avances et acomptes reçus sur commande en cours	2 593 260	1 895 257	698 003
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés (1)(c)	4 054 053	4 230 042	- 175 990
	Dettes fiscales et sociales	10 165 479	11 450 117	- 1 284 638
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	521 964	126 326	395 638
	Autres dettes	2 911 648	2 747 175	164 473
COMPTES DE REGULARISATION	Produits constatés d'avance	78 851	59 510	19 341
	<b>TOTAL IV</b>	<b>35 835 451</b>	<b>31 453 703</b>	4 381 749
	<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)</b>	<b>85 992 790</b>	<b>85 139 200</b>	853 591
(1) Dont à plus d'un an				
Dont à moins d'un an		4 054 053	4 230 042	- 175 990
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque		6 241 319	711 590	5 529 729
(a) Montant entre parenthèses ou précédé du signe moins (-) lorsqu'il s'agit de déficits reportés.				
(b) Montant entre parenthèses ou précédé du signe moins (-) lorsqu'il s'agit de déficit.				
(c) Dettes sur achat ou prestation de services.				
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>				
Legs net à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents		-	-	-
- autorisés par l'organisme de tutelle		-	-	-
Dons en nature restant à vendre		-	-	-



## COMPTE DE RESULTAT

EURO	Exercice clos le 31/12/2024	Exercice clos le 31/12/2023	Variation 2024 / 2023
<b>Produits d'exploitation :</b>			
Ventes de marchandises			
Production vendue			
- Biens et services	2 290 447	2 448 965	- 158 518
- Services	-	-	-
- Dotation et produits de tarifications	85 734 275	83 186 187	2 548 088
- Autres	-	-	-
Produits des activités annexes	-	-	-
Production stockée	-	-	-
Production immobilisée	-	-	-
Subventions d'exploitation	1 283 000	1 048 430	234 569
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	1 257 554	476 390	781 164
Cotisations	3 865	3 655	210
Autres produits (hors cotisations)	5 600 859	6 078 357	- 477 498
<b>TOTAL I</b>	<b>96 169 999</b>	<b>93 241 985</b>	<b>2 928 014</b>
<b>Charges d'exploitation :</b>			
Achats de marchandises (c)	-	-	-
Variations des stocks (d)	-	-	-
Achats de matières premières et autres approvisionnements (c)	57 217	56 736	481
Variations des stocks (d)	-	-	-
Autres charges externes *	33 236 861	32 416 782	820 080
Impôts, taxes et versements assimilés	6 071 260	5 799 798	271 463
Salaires et traitements	41 297 194	38 911 182	2 386 012
Charges sociales	15 320 900	15 198 094	122 806
Dotation aux amortissements et aux provisions	-	-	-
Sur immobilisations : dotation aux amortissements (e)	3 729 194	3 737 833	- 8 639
Sur immobilisations : dotation aux provisions	-	-	-
Sur actif circulant : dotation aux provisions	571 096	241 317	329 778
Pour risques et charges : dotation aux provisions	148 493	138 846	9 647
Autres charges	599 373	469 887	129 486
<b>TOTAL II</b>	<b>101 031 588</b>	<b>96 970 475</b>	<b>4 061 113</b>
<b>I. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>- 4 861 589</b>	<b>- 3 728 490</b>	<b>- 1 133 099</b>
Quotes parts de résultat sur opérations faites en commun	-	-	-
Excédent ou déficit transféré <b>III</b>	-	-	-
Déficit ou excédent transféré <b>IV</b>	25 238	25 238	-
<b>* Y compris</b>			
- redevances de crédit-bail mobilier	12 841	14 316	- 1 475
- redevances de crédit-bail immobilier	243 139	242 978	162



## COMPTE DE RESULTAT

EURO	Exercice clos le 31/12/2024	Exercice clos le 31/12/2023	Variation 2024 / 2023
<b>Produits financiers :</b>			
De participations	125	-	125
Autres intérêts et produits assimilés	849 249	131 984	717 266
Reprise sur provisions et transferts de charges	99 684	307 363	- 207 679
Valeurs mobilières de placement : revenus et produits de cessions	-	-	-
<b>TOTAL V</b>	<b>949 058</b>	<b>439 346</b>	<b>509 711</b>
<b>Charges financières :</b>			
Dotations aux amortissements et aux provisions	67 214	108 982	- 41 767
Intérêts et charges assimilées	342 510	340 333	2 177
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-	-
<b>TOTAL VI</b>	<b>409 724</b>	<b>449 314</b>	<b>- 39 590</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (V-VI)</b>	<b>539 334</b>	<b>- 9 968</b>	<b>549 302</b>
<b>3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI)</b>	<b>- 4 347 492</b>	<b>- 3 763 695</b>	<b>- 583 797</b>
<b>Produits exceptionnels</b>			
Sur opérations de gestion	17 807	4 931	12 875
Sur opérations en capital	308 824	263 736	45 088
Reprises sur provisions et transferts de charges	356 626	355 198	1 427
<b>TOTAL VII</b>	<b>683 256</b>	<b>623 866</b>	<b>59 390</b>
<b>Charges exceptionnelles :</b>			
Sur opérations de gestion	86 612	140 717	- 54 105
Sur opérations en capital	-	-	-
Dotations aux amortissements et provisions	43 957	37 000	6 957
<b>TOTAL VIII</b>	<b>130 569</b>	<b>177 717</b>	<b>- 47 148</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)</b>	<b>552 687</b>	<b>446 149</b>	<b>106 538</b>
Impôt sur les sociétés (IX)	298 315	-	298 315
Total des produits (I+III+V+VII)	<b>97 802 314</b>	<b>94 305 198</b>	<b>3 497 116</b>
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX)	<b>101 895 434</b>	<b>97 622 744</b>	<b>4 272 690</b>
<b>SOLDE INTERMEDIAIRE</b>	<b>- 4 093 120</b>	<b>- 3 317 546</b>	<b>- 775 574</b>
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	495 601	404 036	91 565
- Engagements à réaliser sur ressources affectées	- 556 877	- 708 451	151 575
<b>EXCEDENT ou DEFICIT DE L'EXERCICE</b>	<b>- 4 154 396</b>	<b>- 3 621 962</b>	<b>- 532 434</b>
<b>EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
<b>Produits</b>			
Bénévolat	5 500	5 346	154
Prestations en nature	-	-	-
Dons en nature	-	-	-
<b>Total</b>	<b>5 500</b>	<b>5 346</b>	<b>154</b>
<b>Charges</b>			
Secours en nature	-	-	-
Mise à disposition gratuite de biens et services	-	-	-
Personnel bénévole	-	-	-
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>



**ASSOCIATION HOVIA**  
**104, rue Jouffroy d'Abbans**  
**75017 PARIS**

**ANNEXE SUR LES COMPTES ANNUELS**  
**Exercice clos au 31 décembre 2024**

L'association HOVIA est née de la fusion absorption par l'association Le Moulin Vert de l'association de l'Œuvre de l'Hospitalité du Travail.

Fondée en 1902 par l'Abbé Jean Viollet, l'association dite « Le Moulin Vert » (*LMV*), Centre Familial d'Action Sanitaire, Sociale & socio-Culturelle, dont la déclaration a été publiée au Journal officiel du 23-24 février 1925 a été reconnue d'utilité publique par décret du 30 juin 1928. Elle a pour but de concevoir, créer, administrer, animer tous services d'aide à la famille et à ses membres sur le plan matériel et moral, dans les domaines de l'action sanitaire, sociale, éducative et socio-culturelle.

L'Association est rigoureusement neutre au point de vue philosophique, politique et confessionnel. Sa durée est illimitée.

Elle a son siège social au 104 rue Jouffroy d'Abbans à Paris XVII.

Fondée en 1880 par le sénateur Léon LEFEBURE et mère Saint-Antoine de la congrégation de Notre Dame du Calvaire de Gramat, l'association dite « Œuvre de l'Hospitalité et du Travail » (*OHT*) avait pour objet "d'aider moralement et matériellement des femmes qui, par suite de circonstances accidentelles ou habituelles, se trouvent hors d'état de gagner normalement leur vie".

1

Les moyens d'action de l'association sont les suivants :

- Tout travail de recherche sur l'action sanitaire, sociale et socio-culturelle orientée sous un angle familial,
- Tout service et établissement conforme aux objectifs poursuivis,
- Toute publication rendant compte des recherches et réalisations,
- Toute coopération avec des organismes publics ou privés poursuivant des buts analogues ou connexes,
- L'hébergement (*notamment l'intermédiation locative*) et le logement du public concerné par l'objet de l'association.

Le bilan de l'Association HOVIA arrêté au 31 décembre 2024, fait apparaître un total bilan de 85 992 790 €. Le compte de résultat traduit l'activité de 12 mois d'exploitation, couvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2024 ; il fait apparaître un total de produits de 97 802 314 € et un total charges de 101 895 434 €. Les reports des ressources non utilisés des exercices antérieures des fonds dédiés s'élèvent à 495 601 € et les engagements à réaliser sur ressources affectées à - 556 877 €. Le résultat de l'exercice est un déficit de - 4 154 396 €.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels arrêtés par le Conseil d'administration de l'Association en date du 24 avril 2025.

.....	1
<b>Renseignements d'ordre général</b> .....	3
I – MODES ET METHODES D'EVALUATION.....	3
II- CHANGEMENTS COMPTABLES .....	4
III- FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE .....	4
<b>A- Renseignements concernant des rubriques de l'actif du bilan</b> .....	9
I -IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES .....	9
II - MOUVEMENTS DE L'ACTIF IMMOBILISE .....	9
III - METHODES DE CALCUL DES AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS ..	10
IV- ELEMENTS FONGIBLES DE L'ACTIF CIRCULANT.....	10
V- CHARGES CONSTATEES D'AVANCE ET PRODUITS A RECEVOIR SUR CREANCES.....	11
<b>B- Renseignements concernant les rubriques du passif du bilan</b> .....	12
I- FONDS PROPRES .....	12
II- FONDS DEDIES .....	13
III- PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES .....	14
IV- ETAT DES DETTES.....	14
V- PRODUITS CONSTATES D'AVANCE – CHARGES A PAYER SUR DETTES .....	14
<b>C- Renseignements concernant les rubriques du compte de résultat</b> .....	15
I- RUBRIQUES DE PRODUITS.....	15
II- RUBRIQUES DE CHARGES .....	15
III- RUBRIQUES DE RESULTAT FINANCIER .....	17
IV- RUBRIQUES DE RESULTAT EXCEPTIONNEL .....	17
<b>D- AUTRES INFORMATIONS</b> .....	18
I- ENGAGEMENTS HORS BILAN .....	18
II- PRINCIPES D'AGREGATION DES COMPTES .....	20
III- RESULTAT DES COMPTES ADMINISTRATIFS .....	20
IV- REMUNERATIONS DES TROIS PLUS HAUTS CADRES DIRIGEANTS BENEVOLES ET SALARIES	20
V- EFFECTIF .....	20
VI- VALORISATION DES CONTRIBUTIONS EN NATURE.....	21
VII- HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES .....	21
VIII- EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DES COMPTES .....	21

## Renseignements d'ordre général

### **I – MODES ET METHODES D'EVALUATION**

#### **1- Hypothèses de base**

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, de régularité, de sincérité et d'image fidèle, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices comptables.

#### **2 – Méthode des coûts historiques**

La méthode de base retenue pour l'entrée et l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité générale a été la méthode des coûts historiques qui se caractérise par l'emploi des coûts nominaux exprimés en Euros courants.

En ce qui concerne la valorisation des stocks finaux, elle a été effectuée suivant la méthode « premier entré, premier sorti ».

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

#### **3- Règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels**

Il a été fait application des dispositions particulières résultant :

- Des établissements sociaux et médico-sociaux soumis aux dispositions du décret n° 2003-1010 du 22/10/2003 ;
- Du règlement ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018 applicables aux personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- Du règlement ANC n°2014-03 relatif au Plan Comptable Général ;
- Du règlement ANC N°2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- De l'instruction M22 budgétaire et comptable applicable aux établissements publics sociaux et médico-sociaux ;
- De l'avis du CNC 2007-05 du 4 mai 2007 relatif aux règles comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article R 314-1 du Code de l'Action sociale et des familles ;
- De l'instruction de DGAS/SD5B n° 2007/319 du 17 août 2007 relative au plan comptable et à certains mécanismes comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article R 314-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles et aux organismes gestionnaires relevant de l'article R.314-81 du même code ;
- De l'arrêté du 12 novembre 2008 relatif aux instructions budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médicaux-sociaux relevant de l'article L.314-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires relevant de l'article R.314-81 du même code.



## II- CHANGEMENTS COMPTABLES

Néant.

## III- FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

- **L'association**

2024 représente pour l'association une année de développement de ses activités principalement sur le pôle Protection de l'enfance et Handicap Ile-De-France lorsque les autres pôles ont connu majoritairement un maintien de l'activité à l'exception du pôle EHPAD. Ce dernier, à l'image du secteur au niveau national, a connu de grandes difficultés, tant en termes d'occupation que de charges relatives à son fonctionnement.

L'ensemble des activités ont souffert des effets de l'inflation touchant autant les dépenses d'énergie, de baux que d'alimentation.

Si l'année 2023 était marquée par nombre de mises en place de réévaluations salariales propres au secteur, 2024 a été moins concernée. Seule la revalorisation des « oubliés du SEGUR » à fait l'objet d'une prise en charge par l'association et la plupart des Financeurs excepté les Conseils Départementaux (contexte de négociations de CCUE toujours en cours au niveau national) par ce sujet, alors même que les enjeux associés à l'optimisation des ressources humaines restent toujours très préoccupants (réduction du turn-over, attractivité des métiers et des rémunérations).

La démarche engagée depuis 2 ans par l'association en faveur de l'harmonisation des rémunérations et de l'identification des critères à prendre en considération afin d'envisager des traitements supra CCN favorise la prise en compte de l'équité de traitement dans toute proposition salariale établie, mais ne permet pas d'agir structurellement sur l'attractivité.

Au-delà, le recours à la main d'œuvre externe atteint toujours des proportions très importantes et ceux malgré une baisse significative, plus particulièrement au sein des Etablissements assurant une activité d'hébergement. Le recours aux prestataires proposant une mise à disposition rapide de personnel à l'occasion de vacance de poste représente un coût supplémentaire pour nos établissements.

Lorsque le recours aux prestataires de mise à disposition de personnel ne donne pas lieu à un pilotage et une évaluation régulière de ses effets, le risque de déstabilisation des collectifs reste entier, tant sur le plan fonctionnel qu'organisationnel, et donc un risque pour la qualité des accompagnements des personnes.

Au sein d'HOVIA, l'année 2024 aura permis de tendre progressivement vers une stabilisation des systèmes d'Information RH, concernant notamment la Fonction Ressources Humaines à travers son logiciel Nov RH, mais aussi de développer tant la démarche éthique, RSE ( dans une phase de préfiguration de la gouvernance associative) que le développement d'une stratégie de marque employeur, notamment fondée sur l'élargissement de la composition du Comité de pilotage QVT, le renforcement du suivi opérationnel des propositions qui en émanent, et une nouvelle phase de déploiement du Guide des pratiques managériales.

L'établissement de process permet de mieux appréhender les problématiques que peut rencontrer l'association, ce qui, grâce à la mise en place de nouveaux outils (reporting), sera une condition essentielle à une meilleure prise de décision en termes de gestion des activités.

HOVIA a été en 2024 un acteur actif dans la réflexion liée aux travaux nationaux portant sur les revalorisations salariales, l'attractivité des métiers et la négociation de la CCU (mise en place d'une démarche interne d'évaluation des compétences relative aux Emplois clés, en cohérence avec la structure de classification proposée par Axxess fin 2022), mais aussi sur la transformation de l'offre.

Des réflexions à de nouveaux projets toujours plus innovants (coopérations, partenariats, réponses à AAP & AMI) ont aussi été portées et remportées et verrons leurs ouvertures entre les années 2024 à 2027.

L'année 2024 a été aussi marqué par le Changement de Direction Générale au sein de l'association avec l'absence pour maladie de Madame PERON Sophie remplacée durant son absence par un Directeur Général de transition Monsieur RENAULT Vincent de mai 2024 à fin novembre 2024. Puis arrivée de Madame GARING Myriam qui a pris ses fonctions de nouvelle Directrice Générale de transition en décembre 2024 suite à l'absence pour maladie de Monsieur RENAULT Vincent.

- **Le siège**

- Le dossier de renouvellement des frais de siège qui était toujours en cours d'instruction suite à notre recours auprès du tribunal administratif déposé courant 2022 a été instruit et un jugement d'octobre 2024 a acté le changement de taux de 3.25% à 3.31% en faveur de l'association. Malheureusement le taux demandé initialement de 3.78% n'a pas été retenu. L'arrêté par l'autorité de tutelle a confirmé le 2 mars 2025 le taux de 3.31% en lieu et place du taux initial de 3.25% préalablement accordé.
- Les équipes RH du Siège ont été renforcées au regard des difficultés rencontrées dans la mise en place et le déploiement de NOVrh (SIRH) au travers du redimensionnement du poste de Responsable Paie et du recrutement associé d'un DRH Adjoint Paie-SIRH-données sociales en août 2024 suite au départ de la personne précédente qui était arrivé en mars 2023. Par ailleurs, un 3ème poste de Superviseur de Paie a été pourvu depuis fin 2023.
- Un Plan d'Action 2023-2024 dédié à la fonction Paie-SIRH-Données sociales a été constitué mi 2023, et les processus communs entre la DAF-P et la DRH ont été formalisés sur 2024.
- En lien étroit avec le Comité de Direction de l'association et avec l'appui dédié de la responsable communication, l'équipe développement RH a accru sa mobilisation en faveur de l'optimisation du plan de développement des compétences (formations associatives transverses), l'appui auprès des managers sur les activités Recrutement-Intégration (réalisation de vidéos métier au sein des Etablissements, renforcement de l'utilisation des réseaux sociaux, diffusion du Livret d'Accueil associatif...)
- Sous l'impulsion du Comité de Direction et avec le suivi de la DRH, le Document Unique de Délégation a été enrichi, précisant l'ensemble des subdélégations associées à la fonction d'encadrant intermédiaire et des modifications ont été apportées sur les fonctions de directions adjointes devenu dorénavant direction au regard des réalités et des problématiques de recrutement dans le secteur.
- Le dialogue social institutionnel a été renforcé en sécurisant la conduite des encours sociaux et en établissant de manière paritaire une Feuille de route 2023-2024 du CSE.
- De manière générale, le Siège a rencontré des difficultés de recrutement sur les postes à pourvoir au regard du peu d'attractivité liée au secteur médico-social même si le renforcement d'équipe, notamment sur la direction DAF-P se profile pour 2025 avec la création d'un poste de contrôleur de gestion social et finance et la nécessité de pourvoir le deuxième poste de responsable comptable en lien avec les plateformes.

- **Le pôle Handicap Ile-de-France**

- Le CPOM Handicap Ile-de-France est effectif depuis l'exercice 2023.

Le passage en CPOM a permis de passer certains établissements sous prix de journée en dotation globale (CMPP HOVIA Paris XVIII, EMPRO HOVIA COLOMBES, IME HOVIA PARIS XVII).

- La fin d'année 2024 a également été marquée pour le pôle par la réponse à de nombreux appels à projet notamment et l'ouverture de deux SAMSAH, le SAMSAH HOVIA Colombes de 15 places et le SAMSAH HOVIA Paris de 20 places courant décembre 2024. La création de 4 places de SAVA PSY sur fin d'année 2024 rattaché aux Foyer HOVIA Paris 16.
- Renforcement de la plateforme administrative et financière sur 2024 notamment sur le sujet des créances par le biais de renfort en personnel malgré de gros soucis d'effectif (maladie, absences, ...). Ce travail de recouvrement de créances sera aussi un axe prioritaire sur 2025 notamment sur les créances antérieures de l'établissement de l'IME HOVIA Paris XVII et des Foyer de Paris 16. Le changement de RAF en cours d'année 2024 et les problématiques de mise à niveau des personnels ont générés des retards et difficultés dans la tenue de la comptabilité et des échéances.
- Le travail initié durant l'année 2022 et poursuivi en 2023 et 2024 sur le suivi de la facturation et l'analyse des créances de ce pôle avait permis le déblocage notamment en fin d'année 2022 et sur début d'année 2023 d'un volume important de créances en paiement sur le périmètre des établissements de Paris 16. Cependant, un travail important de recouvrement de créances reste à faire sur l'établissement de l'IME HOVIA Paris XVII et les foyers ou des problématiques de facturations au niveau des contributions ont bloqués et retardés les facturations et leurs encaissements.
- Ce pôle a connu de grosses problématiques d'activité notamment sur le foyer d'hébergement HOVIA Paris 16 en raison de difficultés de remplissage (places vacantes, beaucoup de départ avec trop peu d'admissions pour compenser).  
Les ESAT commerciaux connaissent de grosses difficultés en raison des problématiques d'absentéisme des travailleurs en ESAT (88% sur 2024 contre 93% sur 2023), du coût de la mise en place de la mutuelle travailleur et l'actualisation et régularisation des remboursements concernant les bordereaux de garantie de ressources sur rémunérations des travailleurs en ESAT.
- La mesure salariale dite « des oubliés du SEGUR » a fait l'objet d'une prise en charge sur 2024 par l'ARS ce qui n'est pas le cas pour la DASES de Paris pour l'ensemble des foyers. Un suivi particulier sera fait sur 2025 sur la régularisation et la prise en compte de cette mesure par la DASES de Paris (environs 150 K€).

- **Le pôle Protection de l'Enfance**

- La création de la plateforme administrative et financière « Protection de l'Enfance » en 2021 sur deux sites (*Lisses et Jambville*) par regroupement à moyens constants des effectifs comptables et gestionnaires de paie doit encore monter en compétence sur 2025. Celle-ci a connu de grosses difficultés d'absentéisme (arrêts maladies courts, arrêts maladies de longue durée, maternité, ...) qui ont généré de gros retard dans la tenue de la comptabilité et la tenue des échéances.  
L'ouverture de nouveau projet doit permettre de renforcer les moyens de la plateforme à terme.

- L'arrivée courant 2024 d'une nouvelle directrice de pôle qui a pu impulser une nouvelle dynamique avec les directeurs d'établissement avec des effets sur la maîtrise des charges et une amélioration de l'activité.
- Le service ESPPACE (dispositif de 4 places d'accueil et d'évaluation pour encourager la sortie de la prostitution des mineurs de 12-18 ans) adossé au Foyer HOVIA Paris XVI a été suspendu provisoirement en mai 2024 en raison de difficultés dans la recherche de locaux adaptés. Le foyer HOVIA Paris XVI a vu sa capacité augmentée de 2 places par arrêté en date du 8 septembre 2024.
- Ouverture en novembre 2024 de la MECS HOVIA Paris XIX (capacité de 40 places en année pleine) avec mise en place d'une première maison avec 6 places financées. La difficulté à trouver des maisons adaptées dans la zone géographique et les normes ERP compliquent la montée en charge de cette nouvelle structure.
- Redémarrage des études sur 2024 (toujours en cours sur 2025) concernant des projets de réhabilitation/reconstruction et ventes potentielles (CEFP HOVIA Le Mesnil-Théribus) pour les établissements de la protection de l'enfance notamment de la MECS HOVIA Jambville, FOYER HOVIA Paris XVI et du FOYER HOVIA Sèvres.
- L'activité du pôle s'améliore notamment sur les établissements du CEFP HOVIA Mesnil-Théribus et Foyer HOVIA Sèvres. Néanmoins, la situation exceptionnelle sur la MECS HOVIA Jambville en lien avec le Conseil Départemental des Yvelines, des difficultés rencontrées sur les placements familiaux de Jambville et des EEFE et la MECS HOVIA EEFE n'ont pas permis d'être à l'équilibre au niveau du pôle.
- Priorité donnée au recouvrement des créances de la MECS HOVIA Paris 16 et Paris 13 ainsi que du FOYER HOVIA Sèvres sur 2024 afin d'éviter la comptabilisation de pertes sur créances irrécouvrables. Les difficultés rencontrées au niveau de la plateforme notamment les arrêts maladies n'ont pas permis de finaliser ces dossiers. Priorité est donnée sur 2025 à la récupération de ces créances et l'embauche de renfort adapté au recouvrement de ces créances.
- Un suivi particulier sera porté sur 2025 concernant la mesure salariale dite « des oubliés du SEGUR » qui n'a pas fait l'objet d'une prise en charge sur 2024 par plusieurs Conseils Départementaux (environs 321 K€).

- **Le pôle personnes âgées**

- Durement touchés par la crise COVID-19, les effets de celle-ci cumulés à des difficultés d'orientation vers nos structures, des décès et effets de l'inflation touchent les établissements qui pâtissent d'un déficit d'activité encore très marqué sur 2024, plus particulièrement sur les établissements de la COURNEUVE, de ATHIS-MONS et de DRANCY. De manière générale, les EHPAD arrive difficilement à maintenir l'activité et les accueils de jour peinent à remplir.
- L'établissement de la COURNEUVE représente sur le pôle Personne Agée le plus gros déficit en lien avec les grosses problématiques d'activité (taux de 67%) qui explique pour moitié le déficit. Cette situation est due également à la problématique du parc de chambres (13 chambres à remettre en conformité), le coût des énergies et des baux et le recours aux prestations externes de personnel. De manière générale, les EHPAD ont été marqué par des hauses au niveau des énergies des BAUX.

- Les discussions concernant la signature du CPOM 91 sont toujours en cours de finalisation sur 2025. Concernant le renouvellement du CPOM 93, celui est également en cours de finalisation sur 2025. Les discussions engagées sur fin d'année 2024 et début d'année 2025 n'ont pas permis de pouvoir signer un CPOM unique pour l'ensemble des EHAPD du 91 et du 93 du fait de divergences entre les Conseils Départementaux et les ARS malgré notre volonté affirmée de signer un CPOM commun qui aurait pu permettre une meilleure prise en compte des problématiques de nos EHPAD et une harmonisation.
- Le recours au service MEDICOOP a permis d'atténuer les effets de l'absentéisme et de turn-over sur les établissements du pôle. Néanmoins l'appel à ce type de prestation est plus onéreux que les postes à pourvoir. On peut observer une baisse significative de ces prestations sur 2024 (-8%) en lien avec l'augmentation de la masse salariale CDI ou des postes ont pu passer de l'intérim à des CDI. Sur 2025, le recours à un nouveau prestataire moins couteux « HUBLOT » ainsi qu'un meilleur suivi des absences sur le secteur EHPAD va permettre de diminuer les coûts relatifs aux remplacements.
- Le secteur Personne Agée n'est pas concerné par la mesure salariale dite « des oubliés du SEGUR » sur 2024 car le SEGUR initial avait bénéficié à l'ensemble des postes lors de la mise en place il y a quelques années.

- **Le pôle Handicap Hauts-de-France**

- Le renouvellement du CPOM nouvel génération été signé début 2024, celui-ci a été reconduit annuellement tacitement par l'ARS depuis 2 ans. Il a donc pris effet au 1<sup>er</sup> janvier 2024.
- Ouverture sur décembre 2024 du service SESSAD + (8 places) adossé au SESSAD de LAON.
- La mesure salariale dite « des oubliés du SEGUR » a été prise en charge de manière pérenne sur 2024 par l'ARS des Hauts-de-France.

- **Le pôle Handicap Normandie**

- Suite à la vente du site de LOUVIERS en 2020, le cahier des charges concernant la relocalisation des activités est toujours en cours de finalisation (*reconstruction du pôle administratif et externat, prise à bail dans le diffus pour l'internat*),
- Dans l'objectif de la relocalisation des établissements de ROUEN, le projet FLAUBERT avait été annulé à l'initiative du bailleur suite à la restructuration du projet immobilier. Un rapprochement avec d'autres opérateurs avait été initié sur 2022 (*AXENTIA, NORMANDIE HABITAT*) ce travail est toujours en cours à l'heure d'aujourd'hui. Une perspective de travaux serait à l'étude concernant le CAMSP sur les locaux actuels en lieu et place d'un déménagement.
- La mesure salariale dite « des oubliés du SEGUR » a été prise en charge de manière pérenne sur 2024 par l'ARS NORMANDIE. Sur l'établissement de la crèche, celle-ci n'est pas pris en comptes par le département.

- **Le pôle Handicap Bretagne**

- Le renouvellement du CPOM Sanitaire 2019-2023 actuel est reconduit pour un an jusqu'au 31/12/2024 par l'ARS de façon orale. Nous attendons toujours à ce jour après relance, cet avenant signé de leur part. Signature du CPOM Sanitaire 2024-2028 La finalisation du nouveau CPOM ESMS 2025-2029 se fera courant 2025.
- Nous sommes en attentes concernant le CPC, de la position de l'ARS concernant les différents projets déposés, un projet de médiation animale, appartements thérapeutiques, activité ambulatoire.
- La mesure salariale dite « des oubliés du SEGUR » a été prise en charge de manière pérenne sur 2024 par l'ARS pour le CPOM Médico-Social ainsi que le CPOM Sanitaire (depuis 2022). Sur les établissements financés pour toute ou partie par le conseil départemental, cette mesure n'a pas fait l'objet d'une prise en charge (13 K€). A noter également pour le SAMSAH la non prise en charge totale de la revalorisation SEGUR pesant pour plus de 26K€.

## **A- Renseignements concernant des rubriques de l'actif du bilan**

### **I -IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES**

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

9

### **II - MOUVEMENTS DE L'ACTIF IMMOBILISE**

*Voir le tableau 12 - Actif immobilisé*

Les mouvements significatifs mis en évidence par ce tableau sont :

- Le placement en titres immobilisés sur un TARN 8 ans de 3 000 K€ de trésorerie.
- Des frais de 1<sup>er</sup> établissement concernant les frais engagés avant la mise en service pour l'ouverture de la MECS HOVIA Paris XIX pour 163 K€.
- Renouvellement du logiciel OGIRIS (concernant le secteur Personne Agée) et autres logiciels pour 115 K€.
- En constructions, des travaux de réhabilitation et d'amélioration (219K€) notamment sur le pôle BRETAGNE financés via des réserves spécifiques ainsi que pour les pôles Handicap Ile-de-France et EHPAD.
- En « autres » installations générales, agencements et aménagements sur sol d'autrui (+861 K€) en lien principalement avec les travaux relatifs à la relocalisation des EEFE sur le site de Saintry, des travaux de mise en conformité réalisés sur les EHPAD et les foyers Paris XVI, ainsi que les travaux relatifs à l'ouverture de la MECS HOVIA Paris XIX.
- L'équipement mobiliers aussi avec 416 K€ avec l'équipement relatif à la relocalisation des EEFE et l'ouverture de la MECS HOVIA Paris XIX.

Les autres mouvements enregistrés dans les comptes correspondent à des opérations ordinaires réalisées dans le cadre des activités des établissements.

### III - METHODES DE CALCUL DES AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS

#### 1- Amortissements

*Voir le tableau 13 - Dotations & reprises*

Les dotations aux amortissements pour dépréciation des éléments d'actifs immobilisés ont été pratiquées suivant le mode linéaire en fonction de leur durée normale d'utilisation :

Frais d'établissement	5 ans
Autres immobilisations incorporelles	3 à 10 ans
Constructions	20 à 100 ans
Agencements, aménagements de constructions	10 à 20 ans
Installations techniques, matériels et outillages	1 à 10 ans
Matériel de transport	5 ans
Mobilier et matériel de bureau	3 à 15 ans

Les amortissements sont pratiqués au prorata temporis.

Exceptionnellement, à la demande des financeurs, une immobilisation peut être totalement amortie sur l'exercice. L'incidence est toutefois non significative.

#### 2- Point de départ de certains amortissements

Suivant les usages du secteur d'activité, la dotation aux amortissements est calculée à compter du 1er janvier de l'exercice suivant la mise en service de l'immobilisation.

Cela concerne les établissements de Louviers, Etrepagny, les EHPAD de Saint-Ouen et de Tremblay, l'EMPRO et le Foyer de Colombes, l'ESAT de Gennevilliers et les établissements de Paris 16.

L'incidence des amortissements dès leur mise en service est toutefois non significative. Dans un souci de simplification, nous avons entamé sur 2025 un rapprochement auprès des autorités de tarification concerné par le décalage d'un an pour normaliser celle-ci avec la pratique courante selon les règles comptables.

#### 3- Provisions pour dépréciation

Il n'y a pas eu des dotations aux provisions pour des éléments d'actif sur 2024 concernant les immobilisations.

Pour rappel, depuis plusieurs exercices, le compte Autres formes de participation (*compte 296600000*) correspond à la dépréciation totale de la convention d'apport en trésorerie à l'association Vert Logis (- 250 K€) dont la liquidation est en toujours en cours et sera reprise une fois actée.

### IV- ELEMENTS FONGIBLES DE L'ACTIF CIRCULANT

Les montants inscrits au bilan et les valeurs correspondantes résultent des derniers prix du marché connus à la clôture des comptes.

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur comptable.

Depuis 2022, la constitution d'une provision ou la mise en irrécouvrabilité de la créance ne sont plus laissées à l'initiative du directeur, mais a fait l'objet d'une étude collégiale conduite par les responsables administratifs, les directions des pôles et la DAF.

La provision des créances est réalisée par une revue exhaustive des soldes, établissement par établissement.

Cette revue exhaustive s'attache à comprendre la structure de chaque solde de créance à date de clôture d'exercice en considérant la nature de la créance, avec une distinction entre les créances vis-à-vis de l'état (Conseil départementaux, ARS, etc.) de celles vis-à-vis de familles ou usagers.

Le provisionnement puis le passage en pertes d'une créance se fait sur la base de cette analyse.

#### **Créances vis-à-vis de l'état :**

Pour les créances vis-à-vis de l'état, est pris en considération le délai de forclusion qui diffère entre les différents financeurs.

Les créances frappées de forclusions mais présentant encore une communication entre l'établissement et les financeurs sont provisionnées à 100%.

Les créances frappées de forclusion et ne présentant plus de possibilité de recouvrement font l'objet d'un passage en perte.

Les créances non frappées de forclusion mais présentant un risque au regard de la constitution du dossier administratif et présentant un risque de recouvrement font l'objet d'un provisionnement proportionnel au risque estimé.

#### **Créances vis-à-vis de familles ou usagers :**

Les créances vis-à-vis de familles ou usagers ont un statut de créances commerciales et sont donc frappées de forclusion au-delà de 3 ans. Malgré cela, une analyse de la nature de la créance est prise en considération à chaque clôture d'exercice. Ces créances font l'objet d'une provision au regard du risque qu'elles présentent. Toute créance frappée de forclusion fait l'objet d'un passage en perte.

Concernant les valeurs mobilières de placement, une provision est constituée en fin d'exercice lorsqu'une moins-value latente sur les différents titres détenus au 31 décembre est constatée pour les valeurs à capital non garantie.

*Voir tableau 14 – Etat des créances*

## **V- CHARGES CONSTATEES D'AVANCE ET PRODUITS A RECEVOIR SUR CREANCES**

### **1- Charges constatées d'avances**

Charges d'exploitations constatées d'avances : 605 K€

### **2- Facture à établir usagers**

Usagers- factures à établir : 543 K€

*(Ce compte enregistre des produits de 2024 consécutifs à des attentes de facturations pour le plus important l'IME HOVIA Paris 17 pour 480 K€ concernant des soucis de facturation CRETONS).*



### 3- Produits à recevoir

Produits à recevoir : 992 K€

Ce poste enregistre principalement les produits à recevoir concernant les remboursements d'IJSS, de prévoyance, de formation, ....

*(Ce compte enregistre des produits de 2024 consécutifs à des produits à recevoir pour les plus importants concernant la Crèche Graffiti's HOVIA Rouen pour 288 K€ concernant des subventions 2024 CAF/PSU, CD76, PEP76, ... à recevoir, le CPC HOVIA Saint-Avé pour 52 K€ concernant les remboursements à recevoir Fonds FMIS 2024 et solde dotation globale 2024, l'EHPAD HOVIA Courneuve pour 56 K€ concernant les remboursements IJSS et le DAME Louviers pour 123 K€ solde dotation globale 2024 concernant les accompagnements des situations critique).*

Les produits à recevoir comprennent également des créances diverses (immobilisations, ANYTIME, OHT).

### 4- Intérêts courus à recevoir

Intérêts courus à recevoir : 104 K€

Ce poste enregistre les intérêts concernant la créance sur l'immobilière Solidaire Jean Viollet (voir compte 268800000).

## **B- Renseignements concernant les rubriques du passif du bilan**

### **I- FONDS PROPRES**

Voir tableaux 15.1 - Fonds propres & variation, 15.2 Affectation des résultats

12

#### **1- Réserves**

L'affectation des résultats de gestion des activités conventionnées est comptabilisée conformément aux décisions des autorités de contrôle.

#### **2- Report à Nouveau**

Le report à nouveau comprend les résultats des établissements sous gestions conventionnées, en attente ou non d'être arrêtés et affectés par les services de tarification et de contrôle des différents établissements.

#### **3- Subventions d'investissement**

La variation du montant des subventions 2024 correspond à l'intégration des nouvelles subventions qui ont été accordées à l'association *(principalement concernant des sommes allouées par les financeurs CD, ARS, taxe d'apprentissage, ...)* pour financer des investissements et notamment des équipements. Le solde de la subvention CNSA à recevoir concernant l'établissement EMPRO HOVIA Colombes a été débloqué et reçu sur 2024.

Les reprises de subvention en comptes 139 correspondent aux reprises classiques des durées d'utilisations des équipements ou matériels financés.

Voir Tableau 16 – Subventions d'investissement

#### 4- Provisions réglementées

Les dotations au fonds de roulement, quand elles existent, (*réserve de trésorerie*) sont calculées en fonction des budgets approuvés par les Autorités de Contrôle.

Les dotations aux provisions pour renouvellement des immobilisations ont été reclassées en fonds dédiés (compte 192100000). Ces montants restent, quant à leur utilisation, sous le contrôle des autorités de tutelles.

L'affectation des résultats de cessions d'immobilisations ou de titres de placement est faite conformément à l'Instruction M22. Les produits sont inscrits en compte de résultat puis le résultat de cession est transféré au compte de bilan passif « différence sur réalisation d'actif ».

Les plus ou moins-values d'actif sont retraitées en résultats dans les comptes annuels de l'Association.

La provision réglementée incluse dans les autres fonds associatifs a été reclassée dans le report à nouveau des fonds propres de l'Association (*compte 110 640*).

*Voir Tableau 17 - Provisions réglementées*

## II- FONDS DEDIES

Les « fonds dédiés » sont les comptes du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par les tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés sont constitués par :

- Des sommes à destination des investissements,
- Des sommes reçues et dédiées aux financements d'actions spécifiques en faveur des personnes accueillies dans certains établissements mais n'ayant pu être utilisées au cours de l'exercice. Ces écritures constatent ainsi l'engagement d'emploi pris par l'Association envers les financeurs. Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » seront reprises en produits au cours des exercices suivants, au rythme des réalisations des engagements,
- Des sommes reçues et dédiées aux financements des départs en retraite pour les 5 prochaines années,
- Des sommes reçues à destination de l'amélioration des conditions d'accueil et d'accompagnement des usagers de la petite enfance,
- Des sommes reçues et dédiés à la formation des salariés dans le cadre de l'amélioration des compétences et de l'appropriation de nouveaux outils (*salle snoezelen*),
- Des sommes reçues dans le cadre de l'achat d'équipements pour lutter contre la pandémie de COVID-19, ou de reliquats de « primes COVID »,
- Des sommes reçues dans le cadre des mesures SEGUR/LAFORCADE,
- Des sommes destinées aux risques prud'homaux pour faire face aux restructurations en vue des modifications de l'offre,
- Des sommes perçues lors de dons qui n'ont pas été affectées à des projets associatifs.

Des demandes de reclassement de certains fonds dédiés antérieurs notamment ceux reçus concernant la période COVID ou non utilisés vont être initié auprès des autorités de tarification afin de financer d'autres mesures en adéquation avec l'accompagnement des personnes accueillies.

*Voir Tableau 18 - Fonds dédiés & variation*

### III- PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES

Une provision pour risques et charges est constituée pour faire face à l'obligation à l'égard d'un tiers dont il n'est pas probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue de celle-ci.

Voir Tableau 19 - Provisions pour risques & charges

Concernant l'engagement de départ en retraite des salariés, l'information est fournie dans le paragraphe « engagements hors bilan » ci-après.

### IV- ETAT DES DETTES

Les dettes concernent l'argent que l'association doit à ses divers partenaires. Elles peuvent être soit de natures financières (*emprunt*), soit être d'exploitation (*fournisseurs*).

Le passif du bilan distingue les dettes à court terme (*moins d'un an*), généralement celles d'exploitations (*fournisseurs, TVA, salaires ...*) ainsi que les dettes à moyen & long termes (*emprunts*).

Voir tableau 20 – Etat des Dettes

### V- PRODUITS CONSTATES D'AVANCE – CHARGES A PAYER SUR DETTES

Les produits constatés d'avance et les charges à payer, comptabilisés en fin d'exercice, se présentent comme suit :

14

#### 1- Produits constatés d'avances :

Produits constatés d'avance : 79 K€

Les produits constatés d'avance sont constitués de crédits non reconductibles - CNR, reçus en contrepartie d'actions ciblées. Leur utilisation est fonction des charges engagées auxquelles se réfèrent ces CNR.

La perception de la taxe d'apprentissage non encore utilisé est également enregistrée dans ce compte.

#### 2- Charges à payer :

Avances et acomptes reçus sur commande en cours :	2 593	K€
Dettes fournisseurs et comptes rattachés :	4 054	K€
Dettes fiscales et sociales :	10 165	K€
Dettes sur immobilisations :	522	K€
Autres dettes :	2 912	K€
<b>Total</b>	<b>20 246</b>	<b>K€</b>

Voir tableau 20 – Etat des Dettes

## C- Renseignements concernant les rubriques du compte de résultat

### I- RUBRIQUES DE PRODUITS

Les produits d'exploitation (GI et GII) par activité (Sanitaire/Médico-Sociales/Autres) entre 2024 et 2023 se répartissent ainsi :

	2024	2023
Sanitaire	1 715 803 €	1 619 369 €
Médico-social	87 713 569 €	84 541 380 €
Autres	5 617 259 €	6 651 234 €
<b>Total (*)</b>	<b>95 046 631 €</b>	<b>92 811 983 €</b>

(\*) Hors reprises sur provisions (et amortissements), transfert de charge.

La partie des produits directement liée à l'exploitation est en augmentation du fait de :

- La hausse du taux d'occupation notamment sur le secteur Protection de l'Enfance dont les produits de facturation dépendent du niveau d'activité, la hausse des dotations globalisées pour les pôles sous CPOM en raison de taux d'actualisation, régularisation, CNR et ce malgré un taux d'occupation toujours aussi bas sur le pôle EHPAD pour la partie Conseil Départemental.
- Certaines dotations et prix de journée sont donc en hausses contrairement à d'autres en baisses du fait des reprises d'excédents ou déficits antérieurs.
- La reprise de déficits antérieurs (N-2) a été financée au travers de ces dotations ou prix de journées notamment pour les pôles Protection de l'Enfance pour certains établissements, mais globalement sur l'ensemble du pôle c'est un excédent antérieur de 210 K€ qui vient diminuer le prix de journée appliqué sur 2024. Le pôle Handicap Ile-de-France est aussi concerné par les reprises de résultats antérieurs (excédent global de 610 K€) qui viennent baisser le niveau des dotations.

15

Les produits des activités annexes diminuent plus rapidement car :

Ce sont principalement les résultats des ESAT, l'aide au poste qui alimentent cette catégorie de recettes. Les recettes relatives à l'aide au poste à baissé fortement du fait de régularisation sur des bordereaux d'aide au poste antérieurs et des nouvelles modalités de calcul (- 654 K€). L'activité des ESAT a aussi été marqué par une forte baisse notamment dans l'activité conditionnement de l'ESAT Gennevilliers.

On y trouve également les subventions de la crèche.

Les autres comptes de produits n'appellent aucun commentaire.

### II- RUBRIQUES DE CHARGES

L'analyse des différents postes de charges a été réalisé selon les groupes fonctionnels dont dépendent les associations sous plan comptable M22. De ce fait, le groupe I des charges correspond aux charges de fonctionnement, le groupe II aux charges de personnel et le groupe III aux charges de structures (voir tableau nommé « HOVIA – 2024 – Résultats par établissement » ayant servi de base de travail).

En 2024, les dépenses significatives engagées sont :

Les charges de fonctionnement qui augmentent de 2 % à 13 165 K€ contre 12 907 K€ en 2023.

L'inflation moins marqué que sur l'année 2023 impacte très fortement cette catégorie de charges (malgré la sous-activité) qui subit des revalorisations importantes sur les prestations d'énergie (GAZ) d'alimentation et de restauration.

De manière générale sur l'ensemble des pôles de l'Association, les dépenses d'énergie (+ 200 K€) ont fortement impacté les dépenses de fonctionnement et ceux malgré une baisse d'activité sur certains pôles.

Les dépenses d'alimentation et restauration ont également subi une hausse significative sur 2024 avec + 115 K€ décorrélié de l'activité en raison de hausses des prestations. La renégociation des contrats de restauration sur début d'année 2025 avec un prestataire unique sur des périmètres définis devra permettre de réaliser des économies.

Le poste blanchissage et nettoyage à l'extérieur connaissent également une hausse significative sur 2024 (+ 83 k€). L'augmentation de la capacité de la blanchisserie de l'ESAT PARIS 16 pourra nous permettre de faire des économies potentielles sur 2025.

Ces dépenses bien qu'en forte augmentation entrent dans le champ des dépenses prises en charges par les financeurs.

Les charges liées au personnel (41 297 K€) y compris sociales (15 321 K€), fiscales (6 071 K€) et de sous-traitance (9 444 K€) augmentent de + 3,35 % pour atteindre 72 133 K€ en 2024 contre 69 794 K€ en 2023. Des difficultés récurrentes de recrutement, la multiplicité des contrats courts nous a obligé encore sur 2024 à un recours massif via une coopérative non lucrative de travail temporaire spécialisée dans le médico-social ainsi que des recours à des agences d'intérim.

La masse salariale (CDI et CDD) augmente de 4,60 % entre 2024 et 2023 (+ 2 495 K€). Le ratio des charges de personnel sur le total des charges se maintient de 70,9 % en 2023 à 70,8 % en 2024.

La variation positive de congés payés 2024/2023 avec prise en compte des congés payés maladies (+ 551 K€) a contribué également à augmenter l'impact des hausses de dépenses de personnel.

16

Les charges de structure augmentent de 6,88 % pour atteindre 16 755 K€ en 2024 contre 15 676 K€ en 2023.

L'augmentation des charges de structure relève principalement de plusieurs postes : les locations immobilières et charges locatives, des frais de siège, provisions prud'hommale, impôts sur les sociétés en lien avec la vente d'une grande partie du portefeuille du LEG BOURRE.

Les locations immobilières et charges locatives, natures de charges qui sont revalorisées par des indices ont enregistré une très forte hausse résultant de l'inflation des éléments pris en compte dans ces indices (+ 490 k€ sur 2024).

La fiscalité locale, en forte augmentation sur tous les territoires, pénalise la gestion des sites dont nous sommes propriétaires ou pour lesquels le bail prévoit la prise en charge de ces dépenses.

La revalorisation du taux de frais de siège de 3.25% à 3.31% rendu par décision du tribunal en octobre 2024, l'augmentation du périmètre de l'association et donc du volume de charge génèrent une augmentation de + 265 K€ sur 2024.

La revalorisation de certaines provisions prud'hommes sur des affaires en cours et de nouvelles sur 2024 ont pour conséquences une augmentation de ce poste de + 132 K€.

La vente d'une grande partie du portefeuille du LEG BOURRE à forte valeur en fin d'année 2024 (+ 600 K€) a généré par la même une hausse de la fiscalité liée à ces ventes (IS) + 249 K€.

Nous avons eu des pertes sur créances au cours de cet exercice pour un montant de 399 K€ lorsque cela pesait 8 K€ sur 2023 et pour 1 700 k€ en 2022. Ces pertes sur créances irrécouvrables concernent principalement des créances douteuses antérieures (2016 à 2019) de l'établissement IME HOVIA Paris 17 pour lesquelles le recouvrement est perdu mais avaient fait l'objet d'une provision sur 2022 qui a été reprise sur 2024 lors de leurs constatations en perte.

Les dotations aux provisions pour créances douteuses ont augmenté de + 330 K€ par rapport à l'exercice précédent, s'établissant à 571 K€ contre 241 K€ lors du dernière exercice clos. Cette augmentation des provisions pour créances douteuses s'explique par des difficultés à obtenir des contacts auprès des caisses concernées sur des facturations antérieures dont la date du fait générateur nous oblige à provisionner et ce malgré le gros travail entrepris depuis 2022 concernant le changement de méthode de dépréciation des créances dont les règles avaient été revues.

De manière pérenne, les créances ont été analysées individuellement en considérant le risque objectif de recouvrement.

La renégociation du marché des assurances avait permis de dégager une économie de 200 k€ sur 2022. Cela conforte la décision du conseil d'administration de création il y a trois ans d'un poste de responsable des achats, dont l'objectif sur 2025 sera de renégocier les marchés de la restauration, de la blanchisserie et du nettoyage.

L'opération de communication engendrent de nouvelles charges depuis 2022 mais le dimensionnement de cette nouvelle fonction créée au sein de l'Association doit permettre une nouvelle visibilité suite à l'impulsion donnée par la fusion et la nouvelle identité.

L'ensembles de ces dépenses récurrentes, qui rentrent dans la gestion normale de nos établissements, doivent être prises en charge par nos financeurs.

Les autres comptes de charges n'appellent aucun commentaire.

### **III- RUBRIQUES DE RESULTAT FINANCIER**

17

Le résultat financier de l'association s'établi à 539 K€ contre – 10 K€ en 2023.

Cette évolution est liée aux principaux éléments suivants :

- La baisse des charges d'intérêt (- 26 K€) se poursuit avec le désendettement de l'association
- Les revenus des VMP, des titres et autres produits financiers sont en hausses sur la gestion propre avec + 130 K€ par rapport à 2023 (notamment BNP et ARKEA).
- La vente sur 2024 au niveau du LEGS BOURRE de certaines valeurs détenus en portefeuille + 603 K€ par rapport à 2023.

### **IV- RUBRIQUES DE RESULTAT EXCEPTIONNEL**

Le résultat exceptionnel de l'association s'établi à 553 K€.

En augmentation au regard de celui de 2023 en raison d'une légère augmentation des produits exceptionnels et à la fois une baisse des charges exceptionnelles.

Pour 2024, l'augmentation des produits est principalement liée aux reprises des subventions et à la refacturation par le siège social de charges mutualisées par les établissements mais pilotées par le siège ainsi qu'à une augmentation des produits de cession d'éléments d'actif.

Pour les charges, une baisse significative en lien avec les baisses concernant les pénalités diverses que nous avons constatées sur 2022 et 2023 notamment celles concernant le défaut de publication de l'index de l'égalité entre les femmes et les hommes, de l'absence d'accord sur la négociation collective en faveur de l'égalité professionnelle et à des pénalités URSSAF.

#### **Détail des pertes exceptionnelles :**

Pénalités, amendes fiscales et pénales	34 892 €
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion :	4 073 €
Charges exceptionnelles sur sinistres :	32 723 €
Valeur comptable des éléments d'actifs cédés :	0 €
Autres charges exceptionnelles :	14 924 €
Dotations aux amortissements exceptionnelles des immobilisations	38 409 €
Dotations aux amortissements taxe d'apprentissage :	1 320 €
Dotations aux amortissements dérogatoires :	4 228 €
Dotations aux prov. réserves réglementées :	0 €

#### **Détail des profits exceptionnels :**

Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	2 170 €
Produits exceptionnels sur sinistres :	15 637 €
Produits des éléments d'actifs cédés :	86 760 €
Quote- part des subventions d'investissement	
Virée aux comptes de résultats de l'exercice :	222 064 €
Autres	0 €
Reprises aux amortissements dérogatoires :	0 €
Reprises sur provisions réglementées :	356 626 €

## **D- AUTRES INFORMATIONS**

18

### **I- ENGAGEMENTS HORS BILAN**

#### **1- Engagements donnés**

- Emprunts auprès des organismes bancaires :

Au 31 décembre 2024, l'engagement s'élève à :

- Capital restant dû : 9.153.715 € dont 9.450.728 € assortis de garanties.
- Intérêts restant dus : 2.013.253 €

- SA HLM Le Moulin Vert

Bail à construction EHPAD St Ouen :

- durée du bail : 34 ans
- le loyer est révisé annuellement au 1<sup>er</sup> juillet de chaque année avec prise en charge du taux du livret A en vigueur à la date de révision et du réajustement des annuités des emprunts PLS indexés sur le taux du livret A.

- Départs en retraite

En application des conventions collectives en vigueur, l'association est tenue de verser une indemnité de départ à tout membre du personnel partant en retraite. Le montant de l'indemnité repose notamment sur l'ancienneté du salarié à la date de son départ de l'association.

Au 31 décembre, les engagements de l'association ont été évalués sur la base de l'indemnité à verser à l'ensemble du personnel au jour de son départ en retraite. Ces engagements ont été déterminés en application de la méthode prospective actualisée sur la base des paramètres suivants :

- Ancienneté acquise à la date théorique du départ en retraite pour chaque salarié,
- Prise en compte de tables de mortalité distinctes pour les salariés hommes et femmes (tables TF et TH 2008-2010),
- Probabilité de présence du salarié dans l'association à la date de départ en retraite
- Taux d'actualisation de 1,0% afin de tenir compte de la situation économique de l'Association
- Taux de charges sociales de 52.6 % sur la base d'une hypothèse de départ à la retraite des salariés à 67 ans conformément aux dispositions légales.
- Le taux d'évolution des salaires retenu dans le calcul fixé à 1.0 % par an.

La table de Turn Over a été mise à jour pour les salariés sur la base des statistiques d'un turnover moyen.

Sur la base de ces éléments, notre engagement est évalué à 8 520 975 €, au 31 décembre 2024.

- Prêt à l'immobilière Solidaire Jean Viollet :

Dans le cadre de la fusion – absorption avec l'O.H.T., l'association HOVIA a hérité d'un engagement, consenti par l'OHT à l'immobilière Solidaire Jean Viollet en 2017 pour une durée de 30 ans, d'un prêt de 5 060 K€ dont 2 900 K€ ont déjà été versés et sont inscrits à l'actif immobilisé.

L'engagement donné pouvant être débloqué est de l'ordre de 2 100 k€.

- Provision CP maladie

Par 3 arrêts, la Cour de cassation a opéré plusieurs revirements de jurisprudence en décidant d'écarter les dispositions du Code du travail pour se conformer au droit européen en matière d'acquisition de droits à congés payés.

La Haute juridiction écarte partiellement l'application des dispositions des articles L.3141-3 et L.3141-5 du Code du travail (sur le fondement des articles 7 de la Directive 2003/88/CE du 4 novembre 2003 et 31.2 de la Charte des Droits Fondamentaux et de la jurisprudence de la CJUE).

Le Code du travail subordonnait l'acquisition des droits à congés payés à l'exécution d'un travail effectif et excluait les périodes d'arrêt suivantes :

- Accidents et maladies non professionnelles, sauf usage ou disposition conventionnelle plus favorable,
- Accidents du travail et maladie professionnelle au-delà d'une durée d'un an.

Compte tenu de la législation récente et de l'incertitude qui pesait notamment sur le délai de prescription, le montant calculé sur 2023 n'avait pas été comptabilisé dans les comptes clos au 31/12/2023. Ce montant qui avait été calculé selon la « meilleure estimation », pour les salariés présents et ceux ayant quitté l'Association en tenant compte d'un délai de prescription de 3 ans, s'élevait à 682 K€ (chargés).

Sur 2024, dans l'attente de la mise en conformité du code du travail avec les textes européens et sur la base des règles fixées par l'Autorité des normes comptables (ANC) dans le cadre du PCG (ANC, réglé 2014-03 du 5 juin 2014), le CNOEC a préconisé d'observer des dispositions comptables en fonction que ce passif soit probable ou certain.

Le calcul a donc fait l'objet des actualisations récentes de la Loi votée au Sénat le 9 avril 2024 et à l'Assemblée nationale le 10 avril 2024 (Périodes assimilées, Nombre de jours acquis suivant l'origine de l'arrêt, Période de report). Celle-ci a été évalué à 286 K€ sur 2024 et comptabilisé dans les comptes de l'association (comptes 631, 641 et 645 à 428, 438 et 448).



## 2- Engagements reçus

Dans le cadre de la fusion – absorption de l'OHT, HOVIA devient detentrice d'un prêt consenti à la SCI 102-104 (détenue pour 999 parts par l'association Immobilière Solidaire Jean Viollet d'un montant et par HOVIA pour une part via l'apport de l'OHT) de 2 900 k€ remboursable in fine sur 25 ans (2017 – 2042). Les intérêts, calculés au taux de 0.60 % sont payables annuellement. Une clause préférentielle de ce contrat prévoit le reversement de 50 % de la plus-value générée par la revente éventuelle du bien que finance ce prêt.

## II- PRINCIPES D'AGREGATION DES COMPTES

Voir tableau 21 - Tableau de passage

Les comptes présentés, sont les comptes fusionnés de l'association HOVIA.

Ceux-ci sont la somme des comptes des différents établissements : les comptes agrégés sont établis à partir de la comptabilité autonome de chaque établissement auxquelles sont opérés, comme pour les années précédentes, les retraitements suivants :

- élimination des Frais de siège,
- élimination des transferts des plus ou moins-values sur cession d'immobilisations et titres de placement enregistrés en compte de provisions réglementées dans les établissements,
- élimination des comptes et des prestations inter-établissements,
- annulation des provisions pour travaux constatées dans les comptes administratifs,
- frais d'évaluations externes immobilisés ont été annulés et transférés en charges,
- Les crédits octroyés par les financeurs, afin de financer les indemnités de départs en retraite, ont été comptabilisée en fonds dédiés. La provision statistique de 10 %, comptabilisée dans chaque dossier a été annulée car elle ne peut, en fonction de la réglementation comptable, être enregistrée.

20

## III- RESULTAT DES COMPTES ADMINISTRATIFS

Les comptes administratifs étant soumis aux autorités de contrôle, les résultats proposés ont un caractère provisoire dans l'attente de leur arrêté définitif par les organismes compétents.

Ces ajustements et l'affectation du résultat ne sont comptabilisés qu'à réception de la réponse définitive du financeur.

## IV- REMUNERATIONS DES TROIS PLUS HAUTS CADRES DIRIGEANTS BENEVOLES ET SALARIES

Cumul du salaire brut des 3 plus hauts cadres dirigeants : 346 906 €.

## V- EFFECTIF

**Evolution des ETP présent au 31 décembre 2024 par rapport à 2023 :**

ETP	2024	2023	Ecart
DIRECTION	54	70	-22.75

ADMINISTRATION	141	119	+18.91
MEDICAL PARA-MEDICAL	279	229	+21.60
SOCIO EDUCATIF	469	385	+21.93
SERVICES GENERAUX	209	218	-4.24
ASSISTANTES FAMILIALES	40	35	+14.29
<b>Total</b>	<b>1 152</b>	<b>1 056</b>	<b>+9.11</b>

Cette hausse peut s'expliquer par :

- Au niveau du secteur Personne Agée, nous avons pu contractualiser des personnes chez MEDICOOP en CDI.
- Nous avons pu également recruter sur certains postes vacants depuis longtemps des psychologues, médecin et autres.
- Recours plus massif aux CDD sur des arrêts maladies de courtes durées.
- Nous avons tout de même des difficultés croissantes de recruter des collaborateurs sur des postes très opérationnels (*AMP, auxiliaire de vie, aide-soignante, éducateurs, ...*) du fait du peu d'attractivité du secteur.
- Des départs et des mouvements de personnels depuis la crise sanitaire toujours plus importants dans le secteur, les salariés n'hésitant plus à changer régulièrement d'employeur et ceux malgré les différentes revalorisations salariales obtenu pour le secteur.

Des actions ont déjà été entreprises pour pallier l'absence de collaborateurs (*prestataire MEDICOOP, CDD, Job Dating, sollicitation des missions locales, ...*).

21

## VI- VALORISATION DES CONTRIBUTIONS EN NATURE

La contribution des membres bénévoles des instances de l'association a été valorisée en considérant une durée moyenne pour chaque rendez-vous, le nombre des membres présents auquel a été appliqué le SMIC horaire en vigueur pour l'année 2024.

Membres bénévoles :

1 AG = 14 personnes x 4 heures x 11,88 €	=	665 €
8 CA = 103 personnes x 3 heures x 11.88 €	=	3 671 €
10 bureaux = 49 personnes x 2 heure x 11.88 €	=	<u>1 164 €</u>
<b>Total</b>		<b>5 500 €</b>

## VII- HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Les honoraires du commissaire aux comptes sont comptabilisées pour un montant de 63 k€ TTC en 2024.

## VIII- EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DES COMPTES

Néant



## 12 - Actif immobilisé

Actif Immobilisé	Exercice clos le 31/12/2023	Acquisitions	Sorties	Consolidation	Exercice clos le 31/12/2024
<b>Immobilisations incorporelles :</b>	<b>2 395 400</b>	<b>403 000</b>	<b>129 795</b>	<b>-</b>	<b>2 668 606</b>
Frais d'établissement					
201100000 FRAIS PREMIER ETABLISSEMENT	236 605	162 594	-	-	399 199
201200000 FRAIS DE REORGANISATION	67 849	-	13 570	-	54 279
201300000 FRAIS D EVALUATION OPERATION DIV	-	24 437	24 437	-	-
Frais de recherche et de développement					
203400000 EVALUATION EXTERNE	-	7 308	7 308	-	-
Logiciels, droits & valeurs similaires					
205100000 CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES,	162 995	3 001	3 001	-	162 995
Autres					
208000000 RESERVATION MOULIN VERT	35 063	-	-	-	35 063
208001000 RESERVATION ASSO P BONHOMME	274 408	-	-	-	274 408
208100000 AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLE	1 608 466	115 364	30 310	-	1 693 520
Immobilisations incorporelles en cours					
232000000 IMMOBIL.INCORPORELLES EN COURS	3 642	-	3 642	-	-
232100000 IMMO INCORPORELLE EN COURS	6 372	90 297	47 528	-	49 141
Avances et acomptes versés sur commandes					
<b>Immobilisations corporelles :</b>	<b>70 489 655</b>	<b>3 434 274</b>	<b>1 499 971</b>	<b>-</b>	<b>72 423 959</b>
Terrains					
211100000 TERRAINS	1 274 927	-	-	-	1 274 927
212100000 AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DES TER	126 077	-	-	-	126 077
Constructions					
213100000 BATIMENTS	33 466 656	120 911	140 854	-	33 446 713
213500000 INSTALLATIONS .GENERALES	10 042 104	198 268	169 851	-	10 070 522
Installations techniques, matériels et outillage industriels					
215110000 EQUIPEMENT DES ATELIERS	1 112 080	803	-	-	1 112 883
215400000 MATERIEL ET OUTILLAGE	1 114 127	75 646	8 108	-	1 181 666
215401000 MATERIEL ET OUTILLAGE - SUBVENTION	16 055	-	4 496	-	11 559
Autres					
218100000 INSTALL.GENE., AGENCEM., AMENAG. DI	7 035 742	861 365	35 496	-	7 861 611
218200000 MATERIEL DE TRANSPORT	3 319 971	308 424	194 764	-	3 433 631
218300000 MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFO	2 216 863	327 028	39 459	-	2 504 433
218400000 MOBILIER	6 402 607	416 164	228 567	-	6 590 205
218401000 MOBILIER	120	-	-	-	120
218402000 MOB MAT CHAMBRE SEJOUR	640	1 574	-	-	2 214
218403000 MOB MAT INFIRMERIE	34 476	2 053	-	-	36 528
218404000 MOB MAT BLANCHISSERIE	3 416	6 131	-	-	9 547
218405000 MAT ENTRETIEN HYGIENE	35 291	9 038	542	-	43 787
218500000 CHEPTEL	1 500	-	-	-	1 500
218800000 AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 192 288	320 883	183 493	-	3 329 678
228100000 IMMOBILISATIONS FINANCEMENT,TAXE AP	780 104	1 259	-	-	781 363
Immobilisations corporelles en cours					
231100000 IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COUR	249 587	287 728	266 922	-	270 394
231300000 IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COUR	22 140	-	-	-	22 140
Avances et acomptes					
237100000 AVANCES ET ACOMPTES VERSES/COM IMMO	2 724	350 173	136 196	-	216 701
238100000 AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR CDES	40 160	146 825	91 225	-	95 760
<b>Immobilisations financières (1)</b>	<b>6 729 634</b>	<b>3 286 666</b>	<b>86 356</b>	<b>-</b>	<b>9 929 944,01</b>
Participations et créances					
261800000 CREDIT COOPERATIF PARTS SOC	576 343	2 974	-	-	579 317
261800001 CA PART SOC CT N°01467263601	500	-	-	-	500
261800002 SOGAMA PARTS SOC	26 751	-	-	-	26 751
261800003 CREDIT MUTUELLE PARTS SOC	15	-	-	-	15
261800004 I3F PARTS SOC	12 662	-	-	-	12 662
261800005 IMMEUBLE ST GEORGE PARTS SOC	31 252	-	-	-	31 252
261800006 PART SOC GCSMS	1 000	-	-	-	1 000
261800007 PART SOC GCSMS ALMEA	2 855	3 570	5 425	-	1 000
261810000 SCI 102-104 JOUFFROY D'ABBANS	1	-	-	-	1
Créances rattachées à des participations					
267500000 VERSMT. REPRESENTATIFS. APPORT. VER	250 000	-	-	-	250 000
268100000 CREANCE SCI 102-104 JOUFFROY D'ABBA	2 900 000	-	-	-	2 900 000
268800000 CREANCE IMMO SOLIDAIRE JEAN VIOLLET	87 000	17 400	-	-	104 400
Autres titres immobilisés					
272200010 B.M.T.N ANNUEL	-	-	-	-	-
Titres immobilisés de l'activité portefeuille					
273000010 TITRES ECOFI TAUX FIXES 2013 GAGES	110 851	-	-	-	110 851
273000020 TITRES SOCIETE GENERALE	53 895	-	-	-	53 895
273000050 TITRES CREANCES TARN 8 ANS (BFCC)	-	3 000 000	-	-	3 000 000
Prêts					
274300000 PRETS AU PERSONNEL	-	776	-	-	776
274310000 PRET PART.EMPLOY.EFFORT CONSTRUCTIO	2 281 410	206 559	43 449	-	2 444 521
Autres immobilisations financières					
275100000 DEPOTS VERSES	275 334	53 882	4 512	-	324 704
275500000 CAUTIONNEMENTS	14 585	884	95	-	15 374
276100000 CREANCES DIVERSES	22 183	-	-	-	22 183
276101000 CREANCES BFCC/FMG	82 998	622	32 876	-	50 745
276300000 CREANCE DOT ETS SANTE ART 50 LFSS21	-	-	-	-	-
<b>TOTAL I</b>	<b>79 614 690</b>	<b>7 123 941</b>	<b>1 716 122</b>	<b>-</b>	<b>85 022 508</b>



### 13 - Dotations et reprises

Dotations aux amortissements & provisions sur actif immobilisé	Exercice clos le 31/12/2023	Dotations	Reprises	Consolidation	Exercice clos le 31/12/2024
<b>Immobilisations incorporelles :</b>	<b>1 511 573</b>	<b>213 927</b>	<b>73 078</b>	<b>22 415</b>	<b>1 674 838</b>
Frais d'établissement					
280100000 AMORT. FRAIS D'ETABLISSEMENT	282 339	21 672	17 463	-	286 548
Frais de recherche et de développement					
280300000 AMORT FRAIS EVALUATION	-	26 458	26 458	22 415	22 415
Logiciels, droits & valeurs similaires					
280500000 AMORT. CONCESSIONS ET DROITS SIMILA	135 282	1 803	51	-	137 034
Autres					
280800000 AMORT. AUTRES IMMOBILISATIONS INCOR	819 545	163 994	29 106	-	954 432
280801000 AMORT. RESERV FOYER P BONHOMME	274 408	-	-	-	274 408
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes versés sur commandes					
<b>Immobilisations corporelles :</b>	<b>39 451 900</b>	<b>3 611 774</b>	<b>928 136</b>	<b>-</b>	<b>42 135 537</b>
Terrains					
281200000 AMORT. AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS	74 012	8 934	-	-	82 947
Constructions					
281300000 AMORT. CONSTRUCTIONS SUR SOL PROPRE	11 902 281	-	4 159	-	11 898 121
281310000 AMORT; BATIMENTS	2 291 982	1 078 310	137 566	-	3 232 726
281350000 AMORT. I.G.A.A.C	7 946 587	407 820	172 401	-	8 182 006
Installations techniques, matériels et outillage industriels					
281510000 AMORT. MATERIEL ET OUTILLAGE	911 002	75 871	12 160	-	974 713
281511000 AMORT. EQUIPT ATELIERS	562 102	107 124	-	-	669 225
Autres					
281810000 AMORT. I.G.A.A.D	4 062 598	524 891	28 974	-	4 558 516
281820000 AMORT. MATERIEL DE TRANSPORT	2 289 546	388 876	181 963	-	2 496 459
281830000 AMORT. MATERIEL DE BUREAU,INFORMATI	1 660 918	274 665	27 525	-	1 908 058
281840000 AMORT. MOBILIER	4 464 819	459 645	226 416	-	4 698 048
281845000 AMORT. MAT HYGIENE	6 414	7 269	-	-	13 684
281850000 AMORT. CHEPTEL	232	300	-	-	532
281880000 AMORT. AUTRES IMMOBILISATIONS CORPO	2 502 334	276 749	136 973	-	2 642 110
281881000 AMORT. AUTRES IMMOB,TAXE APPRENTISS	777 074	1 320	-	-	778 394
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
<b>Immobilisations financières (1)</b>	<b>250 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>250 000</b>
Participations et créances					
Créances rattachées à des participations					
296600000 AUTRES FORMES DE PARTICIPATION	250 000	-	-	-	250 000
Titres immobilisés de l'activité portefeuille					
297300000 DEPRECIATION TITRES PORTEFEUILLE IM	-	-	-	-	-
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières					
<b>TOTAL I</b>	<b>41 213 473</b>	<b>3 825 700</b>	<b>1 001 214</b>	<b>22 415</b>	<b>44 060 375</b>



## 14 - Etat des créances

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024			
	Brut	1 an au plus	A plus d'un an et moins de 5 ans	A plus de 5 ans
<b>Immobilisations financières (1)</b>	<b>2 858 301</b>	-	-	<b>2 858 301</b>
Prêts	2 445 296	-	-	2 445 296
Autres immobilisations financières	413 005	-	-	413 005
<b>Avances et acomptes versés sur commandes</b>	<b>450 707</b>	<b>450 707</b>	-	-
<b>Créances (1) :</b>	<b>21 292 333</b>	<b>21 159 017</b>	-	<b>133 316</b>
Créances usagers et comptes rattachés (2)	17 683 783	17 550 467	-	133 316
Autres	3 608 550	3 608 550	-	-
<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>605 138</b>	605 138	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>25 206 479</b>	<b>22 214 862</b>	-	<b>2 991 617</b>
	100,0%	88,1%	0,0%	11,9%



## 15.1 - Fonds propres

Composition des fonds propres	Exercice clos le 31/12/2023	Augmentation (constitution)	Diminution (consommation)	Exercice clos le 31/12/2024	Variation 2023 / 2024
<b>Fonds propres</b>					
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>	<b>20 599 232</b>	<b>80</b>	<b>80</b>	<b>20 599 232</b>	<b>-</b>
102100000 VALEUR DU PATRIMOINE INTEGRE	3 359 773	80	80	3 359 773	-
102400000 APPORTS SANS DROIT DE REPRISE	17 231 070	-	-	17 231 070	-
102600000 DOTATION ETS DE SANTE ART 50 LF5521	8 390	-	-	8 390	-
<b>Ecart de réévaluation sans droit de reprise</b>	<b>313 297</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>313 297</b>	<b>-</b>
105100000 ECARTS DE REEVAL.SUR BIENS SANS DRO	313 297	-	-	313 297	-
<b>Réserves</b>	<b>23 801 695</b>	<b>6 194 682</b>	<b>4 757 935</b>	<b>25 238 442</b>	<b>- 1 436 748</b>
<b>- Sous gestion propre</b>	<b>2 366 589</b>	<b>469 077</b>	<b>464 273</b>	<b>2 371 393</b>	<b>- 4 804</b>
106852110 EXCED.AFFECT INVEST HEBERGT AV CPOM	-	-	-	-	-
106852130 EXCED AFFECT INV APRES CPOM	335 959	-	335 959	-	335 959
106852200 EXCED AFFECT RES INVESTISSEMENT	1 255 496	335 959	-	1 591 455	- 335 959
106856130 EXCED AFF COMP DEF APRES CPOM	3 000	-	3 000	-	3 000
106856200 EXCED AFFECT RC DEFICIT	3 000	7 984	-	4 984	- 7 984
106857130 EXCED AFF RC CHG AMORT APRES CPOM	125 134	-	125 134	-	125 134
106857200 EXCED AFFECT RC CHG AMORT	-	125 134	180	124 954	- 124 954
106880000 RESERVES DIVERSES	650 000	-	-	650 000	-
<b>- Sous gestion contrôlée</b>	<b>21 435 106</b>	<b>5 725 605</b>	<b>4 293 662</b>	<b>22 867 049</b>	<b>- 1 431 943</b>
106800000 RESERVES PR PROJETS DE L'ENTITE	762	-	-	762	-
106850000 RESERVES DE TRESORERIE	-	-	-	-	-
106852110 EXCED.AFFECT INVEST HEBERGT AV CPOM	2 953 314	-	-	2 953 314	-
106852130 EXCED AFFECT INV APRES CPOM	1 934 791	-	1 881 089	53 702	1 881 089
106852200 EXCED AFFECT RES INVESTISSEMENT	3 788 257	2 484 855	-	6 273 111	- 2 484 855
106855110 EXCED.AFFECT BFR HEBERGT AV CPOM	1 105 701	-	-	1 105 701	-
106856130 EXCED AFFECT BFR APRES CPOM	616 438	-	616 438	-	616 438
106856200 EXCED AFFECT COUVERT BFR	1 164 315	626 438	-	1 790 753	- 626 438
106856110 EXCED.AFF COMP DEF HEBERGT AV CPOM	1 155 944	-	-	1 155 944	-
106856120 EXCED .AFF COMPDEF DEP SOIN AV CPOM	2 154 143	-	-	2 154 143	-
106856130 EXCED AFF COMP DEF APRES CPOM	975 744	114 606	884 596	205 754	769 990
106856200 EXCED AFFECT RC DEFICIT	1 240 995	1 597 078	292 966	2 545 107	- 1 304 111
106857130 EXCED AFF RC CHG AMORT APRES CPOM	473 262	-	445 140	28 122	445 140
106857200 EXCED AFFECT RC CHG AMORT	3 871 441	902 629	173 433	4 600 636	- 729 196
106880000 RESERVES DIVERSES	-	-	-	-	-
<b>Report à nouveau</b>	<b>1 377 223</b>	<b>23 605 842</b>	<b>27 652 367</b>	<b>- 2 669 302</b>	<b>4 046 525</b>
<b>Report à nouveau gestion propre</b>	<b>12 285 833</b>	<b>11 290 102</b>	<b>11 571 323</b>	<b>12 004 613</b>	<b>281 220</b>
110000000 RAN GESTION PROPRE HORS ESMS crédit	6 829 512	284 024	518 485	6 595 051	234 461
110500000 RAN GESTION PROPRE ESMS crédit	841 433	-	-	841 433	-
110640000 REPORT A NOUVEAU ARTT	31 283	-	-	31 283	-
110650000 RAN RESERVES PLUS VALUES NETTES (2)	5 452 390	-	-	5 452 390	-
115100000 RAN TUTELLE (SOLDE CREDITEUR)	-	58 274	-	58 274	- 58 274
119000000 RAN GESTION PROPRE HORS ESMS débit	705 010	-	105 033	810 042	- 105 033
119100000 RAN HORS TUTELLE (SOLDE DEBITEUR)	30 418	-	-	30 418	-
119999000 RAN HORS TUTELLE (REJETS)	133 357	-	-	133 357	-
120100000 RESULT.DE L'EXERC.(EXC.) S/S CTRL D	-	3 755 554	3 755 554	-	-
129100000 RESULT.DE L'EXERC.(DEF.) S/S CTRL D	-	7 192 251	7 192 251	-	-
<b>Résultats sous contrôle de tiers financeurs (a)</b>	<b>- 10 908 610</b>	<b>12 315 740</b>	<b>16 081 044</b>	<b>- 14 673 915</b>	<b>3 763 305</b>
115000000 RAN EN ATTENTE D'AFFECTATION crédit	4 826 598	4 313 207	3 134 111	6 005 694	- 1 179 096
115011100 RAN EXCED GEST CTR HEB AV CPOM	104 967	-	-	104 967	-
115011200 RAN EXCED GEST CTR SO/DE AV CPOM	35 584	-	-	35 584	-
115011300 RAN EXCED GEST CTR EHPAD APRES CPOM	413 016	-	413 016	-	413 016
115012000 RAN EXCEDENT GESTION CONTROLEE	4 000 694	2 754 942	1 198 494	5 557 143	- 1 556 449
115030000 RAN. AFFECT.FIN MESURES D'EXPL N	902 268	-	157 802	744 467	- 157 802
115190000 RAN TUTELLE (SOLDE DEBITEUR)	2 123	-	-	2 123	-
115900000 RAN EN ATTENTE D'AFFECTATION débit	5 856 521	2 761 482	7 190 161	10 285 200	- 4 428 679
115901100 RAN HEB AVANT CPOM	771 728	-	-	771 728	-
115901200 RAN SOIN/DEP AVANT CPOM	42 221	-	-	42 221	-
115901300 RAN EHPAD APRES CPOM	67 119	64 609	-	2 510	- 64 609
115902000 R.A.N FINANCEURS AUTRES ETAB	5 437 665	1 468 816	2 366 352	6 335 202	- 897 537
115912000 RAN CHARGES REJETEES EX1141	4 523 258	267 357	986 123	5 242 024	- 718 766
115912100 RAN CHARGES REJETEES EX1148	2 043 416	-	-	2 043 416	-
115921000 AMORT. COMPTAB EXCDENT DIF EX1161	12 523	170	170	12 523	-
115922000 DPENSES POUR CONGS PAYS EX1162	2 242 525	685 157	454 347	2 011 715	- 230 810
115923000 AUTR DROITS ACQUIS PAR L SAL EX1163	187 824	-	146 595	334 419	- 146 595
115928000 AUTRES DEP NON OPPOSABLES EX1168	4 816	-	33 874	38 690	- 33 874

## 15.1 - Fonds propres

Composition des fonds propres	Exercice clos le 31/12/2023	Augmentation (constitution)	Diminution (consommation)	Exercice clos le 31/12/2024	Variation 2023 / 2024
<b>Excédent ou déficit de l'exercice (b)</b>	- 3 621 962	- 4 154 396	- 3 621 962	- 4 154 396	532 434
- Dont excédent ou déficit de l'exercice des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	- 3 325 234	- 3 921 429	- 3 325 234	- 3 921 429	596 195
- Dont excédent ou déficit de l'exercice des activités sociales et médico-sociales sous gestion propre	- 296 727	- 232 966	- 296 727	- 232 966	63 761
<b>Subventions d'investissement sur biens non renouvelables</b>	<b>1 810 320</b>	<b>281 646</b>	<b>230 634</b>	<b>1 861 333</b>	<b>- 51 012</b>
131000000 SUBVENTION	568 417	56 054	-	624 471	- 56 054
131300000 SUBVENTION DEPARTEMENT	-	100 000	-	100 000	- 100 000
131400000 SUBVENTION COMMUNE	-	24 638	-	24 638	- 24 638
131500000 SUBVENTION INVEST - CNR ARS	94 122	-	-	94 122	-
131700000 SUBVENTION ENT & ORG PRIVES	68 300	-	-	68 300	-
131800000 AUTRES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	2 274 158	65 514	2 162	2 337 509	- 63 352
131810000 SUBVENTIONS TAXE D'APPRENTISSAGE	701 726	26 870	599	727 998	- 26 272
139000000 REPRISE SUBVENTION	- 278 019	-	49 478	- 327 497	49 478
139500000 REPRISE SUBVENTION D'INVEST CNR ARS	- 69 366	-	1 833	- 71 199	1 833
139700000 REP SUBV ENT & ORG PRIVES	- 31 762	-	36 701	- 68 463	36 701
139800000 REPRISES AUTRES SUBVENTIONS D'INVES	- 872 359	7 971	138 231	- 1 002 619	130 260
139810000 REPRISES SUBVENTIONS TAXE D'APPRENT	- 644 897	599	1 629	- 645 927	1 030
<b>Provisions réglementées</b>	<b>275 285</b>	<b>477 952</b>	<b>473 724</b>	<b>279 513</b>	<b>- 4 228</b>
141100000 PROVISIONS REGLEMENTEES: RESERVE DE	157 612	-	-	157 612	-
142100000 PROV REGL RENOUV.DES IMMOBILISATION (1)	-	401 326	401 326	-	-
145100000 PROV.AMORT.DEROGATOIRE	41 654	4 228	-	45 882	- 4 228
148200000 FONDS D'INVESTISSEMENT	76 019	-	-	76 019	-
148610000 PROV.REGL.:AFFER.PLUS-VALUE NET ACT (2)	-	72 398	72 398	-	-
<b>TOTAL FONDS PROPRES</b>	<b>44 555 091</b>	<b>26 405 807</b>	<b>29 492 778</b>	<b>41 468 120</b>	<b>3 086 971</b>

(1) Transfert en "Fonds dédiés" (hors tableau des "Fonds propres")

(2) Transfert en "Réserves de PV nettes"



## AFFECTATION DES RESULTATS COMPTABLES CONSOLIDES DE L'EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2024

Le résultat comptable consolidé 2024 de l'association est en déficit de - 4.154.395,50 €.

Il se décompose de la façon suivante :

- Gestion propre associative : - 232.966,01 €
- Gestion sous contrôle des autorités de tarification ESMS : - 4.714.539,25 €
- Gestion sous contrôle des autorités de tarification Sanitaire : - 101.964,79 €
- Résultat des opérations de consolidation : + 895.074,55 €

L'affectation des **résultats sous contrôle des tiers financeurs** est laissée à leur libre appréciation après proposition de l'association d'affecter les excédents en comptes des excédents et réserves affectés à l'investissement ou sur tout autre comptes de réserves en fonction des besoins ou projet des établissements, et pour les déficits, en report à nouveau.

Le **résultat de la gestion propre** associative est constitué de :

- 21011 – Fonds propre associative : - 508.726,90 €
- 21012 - Résidence sociale HOVIA : - 12.441,45 €
- 21015 – HOVIA Formation : + 0,00 €
- 21077 - 12 pavillons ARZON : - 30.423,94 €
- 21044 – ANIMATION HOVIA Arzon : - 0,00 €
- 22026 - SAPMN anciens Roches - 1.837,49 €
- 21043 - ESAT HOVIA Arzon : + 47.377,60 €
- 21047 - ESAT HOVIA Gennevilliers : - 247.622,44 €
- 21075 - ESAT HOVIA Paris 16 : - 79.902,59 €
- 21076 - Gestion propre legs Bourré : + 600.611,20 €

Proposition est faite à l'assemblée d'affecter le résultat au compte de report à nouveau hors tutelles.

Le résultat de consolidation de + 895.074,55 € est constitué de :

- C-OD – Annulation de la PIDR : + 852.090,00 €
- C-OD – Compensation PV nettes cession actifs : + 48.271,24 €
- C-OD – Annulation dotation évaluation externe : - 5.286,69 €

Proposition est faite à l'assemblée d'affecter le résultat au compte de report à nouveau hors tutelles.





## 16 - Subventions d'investissement

Composition des subventions	Exercice clos le 31/12/2023	Dotations	reprises	Exercice clos le 31/12/2024	Variation 2023 / 2024
<b>Autres fonds associatifs</b>					
131000000 SUBVENTION	568 417	56 054	-	624 471	56 054
131300000 SUBVENTION DEPARTEMENT	-	100 000	-	100 000	100 000
131400000 SUBVENTION COMMUNE	-	24 638	-	24 638	24 638
131500000 SUBVENTION INVEST - CNR ARS	94 122	-	-	94 122	-
131700000 SUBVENTION ENT & ORG PRIVES	68 300	-	-	68 300	-
131800000 AUTRES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	2 274 158	65 514	2 162	2 337 509	63 352
131810000 SUBVENTIONS TAXE D'APPRENTISSAGE	701 726	26 870	599	727 998	26 272
139000000 REPRISE SUBVENTION	- 278 019	-	49 478	- 327 497	- 49 478
139500000 REPRISE SUBVENTION D'INVEST CNR ARS	- 69 366	-	1 833	- 71 199	- 1 833
139700000 REP SUBV ENT & ORG PRIVES	- 31 762	-	36 701	- 68 463	- 36 701
139800000 REPRISES AUTRES SUBVENTIONS D'INVES	- 872 359	7 971	138 231	- 1 002 619	- 130 260
139810000 REPRISES SUBVENTIONS TAXE D'APPRENT	- 644 897	599	1 629	- 645 927	- 1 030
<b>TOTAL DES SUBVENTIONS</b>	<b>1 810 320</b>	<b>281 646</b>	<b>230 634</b>	<b>1 861 333</b>	<b>51 012</b>



## 17 - Provisions réglementées

Provisions réglementées	Exercice clos le 31/12/2023	Dotation de l'année	Reprise de l'année	Affectation résultat (1)	Transfert en fonds dédiés (2)	Transfert en Report à Nouveau (3)	Ecritures de consolidation (4)	Exercice clos le 31/12/2024
<b>Provisions réglementées</b>	<b>275 285</b>	<b>477 952</b>	<b>473 724</b>	-	<b>401 326</b>	-	-	<b>279 513</b>
141100000 PROVISIONS REGLEMENTEES: RESERVE DE	157 612	-	-	-	-	-	-	157 612
142100000 PROV REGL RENOUV.DES IMMOBILISATION	-	401 326	401 326	-	401 326	-	-	-
145100000 PROV.AMORT.DEROGATOIRE	41 654	4 228	-	-	-	-	-	45 882
148200000 FONDS D'INVESTISSEMENT	76 019	-	-	-	-	-	-	76 019
148610000 PROV.REGL.:AFFER.PLUS-VALUE NET ACT	0	72 398	72 398	-	-	-	-	-

(1) Affectation au résultat par décision du financeur

(2) Transfert au fonds dédiés, les montants ont été accordés par les financeurs pour la compensation d'une charge identifiée.

### Changement comptable ANC N°2018-06

(3) Le caractère pérenne de cette provision réglementée permet de l'assimiler à un RAN permettant un renforcement de la section investissement du cadre normalisé.

(4) La réglementation comptable oblige les associations à neutraliser la PV réalisée sur des cessions d'actifs par la constitution d'une provision (sauf instruction contraire du financeur en gestion contrôlée).

Cette provision est remontée en réserves au niveau des fonds propres de l'association



## 18 - Fonds dédiés & variation

Fonds dédiés	Exercice clos le 31/12/2023	Dotation de l'année	Reprise de l'année	Affectation résultat (1)	Transfert en fonds dédiés (2)	Transfert en Report à Nouveau (3)	Ecritures de consolidation (4)	Exercice clos le 31/12/2024
<b>Fonds dédiés :</b>								
- Sur investissements	<b>3 808 795</b>	<b>158 900</b>	<b>366 738</b>	-	-	-	- 330 017	<b>3 600 957</b>
192100000 FONDS DEDIES INVESTISSEMENT	3 808 795	158 900	366 738	-	-	-	- 330 017	3 600 957
- Sur subventions de fonctionnement	<b>3 742 340</b>	<b>719 744</b>	<b>880 516</b>	-	-	-	- 559 988	<b>3 581 569</b>
194000000 FONDS DEDIES SUBV FONCTIONNEMENT	956 741	630 580	115 674	-	-	-	-	1 471 648
194100000 FONDS DEDIES RTT	12 137	-	-	-	-	-	-	12 137
194200000 FONDS DEDIES PETITE ENFANCE	284 743	-	22 125	-	-	-	-	262 619
194212000 FONDS DEDIES POUR EQUIPEMENTS (PROP	46 443	48 332	7 175	-	-	-	-	87 600
194215000 FONDS DEDIES FORMATION	865 415	8 500	71 848	-	-	-	- 63 505	802 067
194230000 FONDS DEDIES PRUDHOMME	733 104	26 580	223 580	-	-	-	- 197 000	536 104
194240000 FONDS DEDIES RETRAITES	215 286	-	299 483	-	-	-	- 299 483	- 84 197
194250000 FONDS DEDIES COVID 19	628 470	5 752	140 630	-	-	-	-	493 592
- Sur autres ressources	<b>1 420 413</b>	<b>52 635</b>	<b>120 842</b>	-	-	-	-	<b>1 352 206</b>
195000000 FONDS DEDIES CONTRIB FI AUTRES ORGA	109 928	30 635	110 842	-	-	-	-	29 722
196000000 FONDS DEDIES DONNS ET LEGS	1 310 485	22 000	10 000	-	-	-	-	1 322 485

(1) Affectation au résultat par décision du financeur

(2) Transfert au fonds dédiés, les montants ont été accordés par les financeurs pour la compensation d'une charge identifiée.

**Changement comptable ANC N°2018-06**

(3) Le caractère pérenne de cette provision réglementée permet de l'assimiler à un RAN permettant un renforcement de la section investissement du cadre normalisé.

(4) La réglementation comptable ne permet pas la constitution d'une provision statistique. Bien que soumise aux financeurs, elle doit être annulée dans les comptes consolidés de l'association.



Variation des fonds dédiés	A l'ouverture d'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la cloture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'investissement	3 808 795	431 877	- 639 715	-	-	3 600 957	
Subventions d'exploitation	3 742 340	-	- 466 196	-	305 425	3 581 569	
Contributions financières d'autres organismes	109 928	-	-	-	- 80 207	29 722	
Ressources liées à la générosité du public	1 310 485	- 1 310 485	- 26 584	-	1 349 069	1 322 485	
<b>TOTAL</b>	<b>8 971 548</b>	<b>- 878 608</b>	<b>- 1 132 495</b>	<b>-</b>	<b>1 574 286</b>	<b>8 534 732</b>	<b>-</b>



## 19 - Provisions pour risques & charges

Provisions pour risques & charges	Exercice clos le 31/12/2023	Dotation de l'année	Reprise de l'année	Affectation résultat (1)	Transfert en fonds dédiés (2)	Transfert en Report à Nouveau (3)	Annulation en consolidation (4)	Exercice clos le 31/12/2024
<b>Provisions pour risques</b>	<b>158 858</b>	<b>1 821 610</b>	<b>1 825 981</b>	<b>87 587</b>	<b>223 580</b>	-	- 852 090	<b>154 487</b>
151110000 PROVISIONS POUR LITIGES	-	-	-	-	-	-	-	-
151880000 AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES	0	223 580	223 580	-	223 580	-	-	-
151881000 PROVISIONS POUR RISQUES PRUDHOMMES	158 858	409 111	413 482	-	-	-	-	154 487
153100000 PROVISIONS POUR PENSIONS ET OBLIGAT	-	1 188 918	1 188 918	87 587	-	-	- 852 090	-
<b>Provisions pour charges</b>	<b>0</b>	<b>63 505</b>	<b>63 505</b>	-	<b>63 505</b>	-	-	-
157210000 PROVISIONS POUR GROSSES REPARATIONS	-	-	-	-	-	-	-	-
158800000 AUTRES PROV. PR CHARGES	0	63 505	63 505	-	63 505	-	-	-
158840000 PROVISIONS RTT	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Affectation au résultat par décision du financeur

(2) Transfert au fonds dédiés, les montants ont été accordés par les financeurs pour la compensation d'une charge identifiée

(3) Le caractère pérenne de cette provision réglementée permet de l'assimiler à un RAN permettant un renforcement de la section investissement du cadre normalisé.

(4) La réglementation comptable ne permet pas la constitution d'une provision statistique. Bien que soumise aux financeurs, elle doit être annulée dans les comptes consolidés de l'association.



## 20 - Etat des dettes

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024			
	Brut	1 an au plus	A plus d'un an et moins de 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires	-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)	15 433 639	7 248 317	3 720 826	4 464 496
Emprunts et dettes financières divers	76 558	76 558	-	-
Redevables avances reçues	-	-	-	-
Avances et acomptes reçus sur commande en cours	2 593 260	2 593 260	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (1)(c)	4 054 053	4 054 053	-	-
Dettes fiscales et sociales	10 165 479	10 165 479	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	521 964	521 964	-	-
Autres dettes	2 911 648	2 911 648	-	-
Produits constatés d'avance	78 851	78 851	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>35 835 451</b>	<b>27 650 129</b>	<b>3 720 826</b>	<b>4 464 496</b>
	100,0%	77,2%	10,4%	12,5%